

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**SODEXO**

Société Anonyme au capital de 589 819 548 Euros  
Siège Social : 255, quai de la Bataille de Stalingrad – 92130 Issy-les-Moulineaux  
301 940 219 R.C.S. Nanterre

**AVIS DE REUNION**

Les actionnaires de la société Sodexo sont informés qu'ils seront convoqués en Assemblée Générale Mixte (Ordinaire et Extraordinaire) :

**le mardi 16 décembre 2025 à 15h30**  
**Auditorium de la Seine Musicale**  
**1 Ile Seguin – 92100 Boulogne-Billancourt**

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions suivants :

**ORDRE DU JOUR****À titre ordinaire**

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 août 2025.
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2025.
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 août 2025, fixation du montant du dividende et de sa date de mise en paiement.
4. Nomination de la société Bellon SA en qualité d'administratrice pour une durée de trois (3) ans.
5. Nomination de Geneviève Bich en qualité d'administratrice pour une durée de trois (3) ans.
6. Nomination de Françoise Colpron en qualité d'administratrice pour une durée de trois (3) ans.
7. Renouvellement du mandat d'administrateur de Luc Messier pour une durée de trois (3) ans.
8. Approbation des éléments de rémunération versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 août 2025 à Sophie Bellon, Présidente-Directrice Générale.
9. Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux versée ou attribuée au titre de l'exercice 2025 mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce.
10. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs.
11. Approbation de la politique de rémunération de la Présidente-Directrice Générale pour la période du 1er septembre 2025 au 9 novembre 2025 (inclus).
12. Approbation de la politique de rémunération de la Présidente du Conseil d'Administration à compter du 10 novembre 2025.
13. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général à compter du 10 novembre 2025.
14. Autorisation à donner au Conseil d'Administration aux fins d'opérer sur les actions de la Société.

**À titre extraordinaire**

15. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social - avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires - par émissions d'actions ordinaires et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital, immédiatement ou à terme.
16. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait admise.
17. Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre en faveur des salariés et/ou des mandataires sociaux du Groupe ou de certains d'entre eux, avec renonciation de plein droit des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription.
18. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet d'augmenter le capital social - avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires - par émissions réservées aux salariés adhérents de plans d'épargne d'entreprise, d'actions ordinaires et/ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital, immédiatement ou à terme.
19. Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions auto-détenues.

**À titre ordinaire**

20. Pouvoirs en vue des formalités.

**PROJET DE RESOLUTIONS****À TITRE ORDINAIRE****Première résolution (APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2025)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux, approuve les comptes sociaux de l'exercice social clos le 31 août 2025 tels qu'ils lui ont été présentés, desquels il ressort un résultat net de 776 625 679 euros.

L'Assemblée Générale approuve également les opérations traduites dans ces comptes et/ou mentionnées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a pas été engagé de dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit Code au titre de l'exercice 2025.

**Deuxième résolution (APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2025)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice social clos le 31 août 2025 tels qu'ils lui ont été présentés, desquels il ressort un résultat net part du Groupe de 695 millions d'euros.

L'Assemblée Générale approuve également les opérations traduites dans ces comptes et/ou mentionnées dans ces rapports.

**Troisième résolution (AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2025, FIXATION DU MONTANT DU DIVIDENDE ET DE SA DATE DE MISE EN PAIEMENT)**

Conformément à la proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide :

|   |                        |
|---|------------------------|
| d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2025   | 776 625 679 €          |
| augmenté du report à nouveau figurant à la clôture de l'exercice 2025   | 1 895 028 392 €        |
| Soit un bénéfice distribuable de  | 2 671 654 071 €        |
| De la manière suivante :  |                        |
| • dividende égal à 2,70 euros par action (sur la base des 147 454 887 actions composant le capital social au 31 août 2025)  | 398 128 195 €          |
| • majoration de 10% du dividende (sur la base des 8 292 556 actions inscrites au nominatif au 31 août 2025* ayant droit à la majoration du dividende après application du plafond de 0,5% du capital par actionnaire) | 2 238 990 €            |
| • report à nouveau  | 2 271 286 886 €        |
| <b>Total</b>  | <b>2 671 654 071 €</b> |
| (*) Position arrêtée au 1er septembre 2025, premier jour ouvré suivant la clôture de l'exercice 2025.   |                        |

L'Assemblée Générale décide par conséquent qu'un dividende de 2,70 euros par action sera versé au titre de l'exercice social clos au 31 août 2025 à chacune des actions de la Société ayant droit au dividende.

En application de l'article 17-3(b) des statuts de la Société, une majoration de 10% du dividende, soit 0,27 euro supplémentaire par action, sera attribuée aux actions inscrites sous la forme nominative depuis au moins le 31 août 2021 et qui resteront sous cette forme sans interruption jusqu'à la date de mise en paiement du dividende, soit jusqu'au 23 décembre 2025. Le nombre d'actions ayant droit à cette majoration ne peut excéder, pour un même actionnaire, 0,5% du capital social, soit un nombre maximal de 737 274 actions par actionnaire sur la base du capital au 31 août 2025.

Le dividende de 2,70 euros par action, ainsi que la majoration dudit dividende pour les actions en bénéficiant, seront détachés de l'action le 19 décembre 2025 à zéro heure (heure de Paris) et payés le 23 décembre 2025.

Dans l'hypothèse où au jour de la mise en paiement, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, le montant du dividende correspondant à ces actions ne sera pas versé mais affecté au compte report à nouveau.

De même, si certaines des 8 292 556 actions inscrites au nominatif et ayant droit à la majoration du dividende en numéraire au 31 août 2025 ont cessé d'être inscrites au nominatif entre le 1<sup>er</sup> septembre 2025 et le 23 décembre 2025, date de mise en paiement du dividende, le montant de la majoration du dividende correspondant à ces actions ne sera pas versé et sera affecté au compte report à nouveau.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende de 2,70 euros par action (en ce inclus la majoration) est éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158-3 2° du Code général des impôts bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France, sous réserve qu'elles aient exercé l'option globale pour l'imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu prévue au paragraphe 2 de l'article 200 A du même Code.

L'Assemblée Générale constate que le montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices s'est élevé à :

|   | EXERCICE 2024<br>(DISTRIBUTION<br>EN 2024) | EXERCICE 2023<br>(DISTRIBUTION<br>EN 2023) | EXERCICE 2022<br>(DISTRIBUTION<br>EN 2022) |
|---|--|--|--|
| Dividende par action (*)  | 8,89 €(**)                                 | 3,10 €                                     | 2,40 €                                     |
| Montant total de la distribution  | 1 304 299 476 €                            | 457 110 150 €                              | 352 450 227 €                              |
| (*) Dividende intégralement éligible à l'abattement de 40% bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'article 158-3 2° du Code général des impôts (en cas d'option pour le barème progressif de l'impôt sur le revenu).  |  |  |  |
| (**) Dividende correspondant à hauteur de 2,65 euros, à la partie ordinaire du dividende annuel et à hauteur de 6,24 euros, à une partie exceptionnelle correspondant à l'acompte sur dividende intégralement prélevé sur le prix de cession reçu par la Société dans le cadre de la cession à Bellon SA de Sofinsod. |  |  |  |

#### **Quatrième résolution (NOMINATION DE LA SOCIÉTÉ BELLON SA EN QUALITÉ D'ADMINISTRATRICE POUR UNE DURÉE DE TROIS (3) ANS)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer la société Bellon SA en qualité d'administratrice de la Société pour une durée de trois ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 août 2028.

#### **Cinquième résolution (NOMINATION DE GENEVIÈVE BICH EN QUALITÉ D'ADMINISTRATRICE POUR UNE DURÉE DE TROIS (3) ANS)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer Geneviève Bich en qualité d'administratrice de la Société pour une durée de trois ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 août 2028.

#### **Sixième résolution (NOMINATION DE FRANÇOISE COLPRON EN QUALITÉ D'ADMINISTRATRICE POUR UNE DURÉE DE TROIS (3) ANS)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer Françoise Colpron en qualité d'administratrice de la Société pour une durée de trois ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 août 2028.

#### **Septième résolution (RENOUVELLEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE LUC MESSIER POUR UNE DURÉE DE TROIS (3) ANS)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'administrateur de Luc Messier vient à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, décide de renouveler son mandat pour une durée de trois ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 août 2028.

#### **Huitième résolution (APPROBATION DES ÉLÉMENTS DE RÉMUNÉRATION VERSÉS AU COURS OU ATTRIBUÉS AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2025 À SOPHIE BELLON, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément à l'article L. 22-10-34 II du Code de commerce, approuve les éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice social clos le 31 août 2025 à Sophie Bellon, Présidente-Directrice Générale, tels que décrits dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de

commerce et figurant dans la section 7.3.2 du Document d'enregistrement universel de l'exercice 2025 de la Société.

**Neuvième résolution (APPROBATION DES INFORMATIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX VERSEE OU ATTRIBUEE AU TITRE DE L'EXERCICE 2025 MENTIONNEES A L'ARTICLE L. 22-10-9 I DU CODE DE COMMERCE).**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément à l'article L. 22-10-34 I du Code de commerce, approuve les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du Code de commerce, telles que décrites dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figurant à la section 7.3.2 du Document d'enregistrement universel de l'exercice 2025 de la Société.

**Dixième résolution (APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément à l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, approuve la politique de rémunération des administrateurs telle qu'elle a été établie par le Conseil d'Administration de la Société sur proposition du Comité des Rémunérations, et telle qu'elle est décrite dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce, et figure à la section 7.3.1 du Document d'enregistrement universel de l'exercice 2025 de la Société.

**Onzième résolution (APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE POUR LA PÉRIODE DU 1ER SEPTEMBRE 2025 AU 9 NOVEMBRE 2025 (INCLUS))**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément à l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, approuve la politique de rémunération de la Présidente-Directrice Générale pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 9 novembre 2025 (inclus) telle qu'elle a été établie par le Conseil d'Administration de la Société sur proposition du Comité des Rémunérations, et telle qu'elle est décrite dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figure à la section 7.3.1.3.2 du Document d'enregistrement universel de l'exercice 2025 de la Société.

**Douzième résolution (APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À COMPTER DU 10 NOVEMBRE 2025)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément à l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, approuve la politique de rémunération de la Présidente du Conseil d'Administration à compter du 10 novembre 2025, telle qu'elle a été établie par le Conseil d'Administration de la Société sur proposition du Comité des Rémunérations et telle qu'elle est décrite dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figure à la section 7.3.1.3.3 du Document d'enregistrement universel de l'exercice 2025 de la Société.

**Treizième résolution (APPROBATION DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL À COMPTER DU 10 NOVEMBRE 2025)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément à l'article L. 22-10-8 II du Code de commerce, approuve la politique de rémunération du Directeur Général à compter du 10 novembre 2025, telle qu'elle a été établie par le Conseil d'Administration de la Société sur proposition du Comité des Rémunérations et telle qu'elle est décrite dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L. 225-37 du Code de commerce et figure à la section 7.3.1.3.1 du Document d'enregistrement universel de l'exercice 2025 de la Société.

**Quatorzième résolution (AUTORISATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION AUX FINS D'OPÉRER SUR LES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-210 et suivants et L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, des articles 241-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (« AMF ») et de la réglementation européenne applicable aux abus de marché issue du Règlement européen (UE) n° 596/2014 du 16 avril 2014, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à acheter ou faire acheter un nombre maximal d'actions de la Société représentant jusqu'à 10% du capital social existant au jour de la présente Assemblée Générale (soit, à titre indicatif, au 31 août 2025, un nombre maximal de 14 745 488 actions), étant précisé que (i) lorsque les actions sont rachetées pour assurer la liquidité de l'action Sodexo dans les conditions définies ci-après, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite de 10% correspond

au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de la présente autorisation et (ii) la mise en œuvre de la présente résolution ne pourra avoir pour effet de porter le nombre d'actions détenues directement ou indirectement par la Société, à quelque moment que ce soit, à plus de 10% du nombre total des actions formant le capital social de la Société à la date considérée.

L'Assemblée Générale décide que les actions de la Société pourront être achetées, cédées, échangées ou transférées en vue notamment de :

- mettre en œuvre tout plan d'options permettant de procéder à l'acquisition d'actions de la Société à titre onéreux par tous moyens, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ou tout plan similaire, notamment par tout salarié ou mandataire social de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, ou par tout autre attributaire autorisé par la loi à bénéficier de telles options ; ou
- attribuer gratuitement des actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, notamment à tout salarié de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, à tout mandataire social de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-1, II du Code de commerce, ou à tout autre attributaire autorisé par la loi à bénéficier de telles actions ; ou
- attribuer ou céder des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout Plan d'Épargne d'Entreprise ou de Groupe (ou plans assimilés) dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ; ou
- honorer de manière générale, les obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une société liée, selon les dispositions légales et réglementaires applicables ; ou
- remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières émises par la Société ou, dans les conditions autorisées par la loi, par des entités liées à la Société, donnant accès par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, immédiatement ou à terme, au capital de la Société ; ou
- conserver et remettre ultérieurement des actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, étant précisé que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% du capital social ; ou
- assurer la liquidité et animer le marché de l'action Sodexo par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'AMF ; ou
- annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées, par voie de réduction de capital dans les limites fixées par la loi, la présente résolution et par la 19<sup>e</sup> résolution soumise à la présente Assemblée Générale ou le cas échéant, par toute résolution de même nature qui pourrait lui succéder pendant la durée de validité de la présente autorisation ; ou
- permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans ce cas, la Société en informera ses actionnaires par voie de communiqué.

L'acquisition, la cession, le transfert ou l'échange des actions acquises pourront être réalisés, en tout ou partie, en une ou plusieurs fois et par tous moyens, notamment sur tous marchés (y compris sur les systèmes multilatéraux de négociation ou via un intermédiaire systématique) ou de gré à gré y compris en utilisant tout instrument financier, option ou produit dérivé ou par acquisition ou cession de blocs ou de toute autre manière ou par l'intermédiaire d'un prestataire ou membre de marché visé à l'article L. 225-206 du Code de commerce. Ces opérations pourront intervenir à tout moment, dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et hors période d'offre publique sur les actions de la Société, étant précisé qu'à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre, le Conseil d'Administration ne pourra pas mettre en œuvre la présente autorisation, ni la Société poursuivre l'exécution d'un programme de rachat d'actions, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale décide que le prix maximal d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution ne pourra excéder 100 euros par action (hors frais d'acquisition) ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tout autre actif, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital social ou les capitaux propres de la Société, ce prix d'achat maximum pourra être ajusté afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

L'Assemblée Générale décide que le montant total alloué au présent programme de rachat d'actions ne pourra pas dépasser 1,5 milliard d'euros ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies.

Les actions rachetées et conservées par la Société seront privées du droit de vote et ne donneront pas droit au paiement du dividende. La somme correspondant aux dividendes non versés sera affectée au compte report à nouveau.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation et notamment pour en préciser si nécessaire les termes et en arrêter les modalités, pour réaliser le programme d'achat, et notamment pour :

- passer tous ordres sur tous marchés ou hors marché ;
- conclure et résilier tous contrats et accords ;
- affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis dans les conditions légales et réglementaires applicables ;
- fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'options, conformément aux dispositions légales, réglementaires ou contractuelles ;
- effectuer toutes déclarations, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire pour la mise en œuvre de la présente résolution.

L'Assemblée Générale prend acte que la présente autorisation est consentie pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale, et prive d'effet, à compter de ce jour, à hauteur de la partie non encore utilisée, toute autorisation antérieure donnée au Conseil d'Administration ayant le même objet et en particulier celle donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 17 décembre 2024 en sa 13<sup>è</sup> résolution.

#### **A TITRE EXTRAORDINAIRE :**

#### **Quinzième résolution (DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'EFFET D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL - AVEC MAINTIEN DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION DES ACTIONNAIRES - PAR ÉMISSIONS D' ACTIONS ORDINAIRES ET/OU D'AUTRES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL, IMMÉDIATEMENT OU À TERME)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment des articles L. 225-127 à L.225-129-6, L. 22-10-49 et suivants, L. 225-132 à L. 225-134 et L. 228-91 et L. 228-93 et après avoir constaté la libération intégrale du capital social :

1. délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social avec maintien du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, sur le marché français et/ou international, en euros ou en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, par émissions (i) d'actions ordinaires et/ou (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-91 et suivants du Code de commerce donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou (iii) de toutes autres valeurs mobilières, composées ou non, y compris de bons de souscription émis de manière autonome, donnant accès, immédiatement ou à terme, à tout moment ou à date fixe, à des actions ordinaires de la Société, nouvelles ou à émettre, par souscription soit en espèces, soit par compensation de créances, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, étant précisé que la libération des actions ordinaires pourra être opérée, pour tout ou partie, soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles ;

2. en cas d'usage par le Conseil d'Administration de la présente délégation de compétence :

- le montant nominal maximal (hors prime d'émission) total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation est fixé à quatre-vingt-cinq (85) millions d'euros ou sa contre-valeur en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que le montant nominal cumulé global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation et de celle conférée en vertu de la 18<sup>e</sup> résolution (sous réserve de son adoption par la présente Assemblée Générale) est fixé à un plafond global de quatre-vingt-cinq (85) millions d'euros ou sa contre-valeur en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux éventuelles stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

- le montant nominal maximal total des émissions des titres de créances (y compris les obligations) sur la Société donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital ne pourra excéder 1 milliard d'euros ou sa contre-valeur en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies ;
3. décide que les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires ou aux valeurs mobilières émises en application de la présente résolution ;
4. décide que les actionnaires pourront, dans les conditions prévues par la loi, exercer leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible, dans les conditions et limites fixées par le Conseil d'Administration. En outre, le Conseil d'Administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible, un nombre d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;
5. prend acte que si les souscriptions à titre irréductible et le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières réalisée en vertu de la présente résolution, le Conseil d'Administration pourra utiliser, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, dans l'ordre qu'il jugera opportun, une ou plusieurs des facultés suivantes :
- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins du montant de l'émission initialement décidée ;
  - répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
  - offrir au public, tout ou partie des titres non souscrits ;
6. décide que toute émission de bons de souscription d'actions de la Société susceptible d'être réalisée, pourra avoir lieu, soit par offre de souscription dans les conditions prévues ci-dessus, soit par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes, étant précisé qu'en cas d'attribution gratuite de bons autonomes, le Conseil d'Administration pourra décider que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondant seront vendus ;
7. Constate et décide, en tant que de besoin, que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises en application de la présente résolution, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit.

L'Assemblée Générale, dans les limites et conditions susvisées, donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence et notamment pour :

- arrêter les conditions des émissions, la nature, le prix, le nombre et les caractéristiques des valeurs mobilières donnant accès au capital, ainsi que la date de jouissance, même rétroactive, des titres émis en vertu de la présente résolution, les modalités d'attribution des titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donnent droit ainsi que les dates auxquelles peuvent être exercés les droits d'attribution ;
- à sa seule initiative, imputer tout ou partie des frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant, les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ;
- fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société y compris notamment en cas de modification de la valeur nominale de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de dividendes, de réserves ou de primes ou d'autres actifs, de remboursement de capital ou de toute autre opération affectant le capital ou les capitaux propres de la Société, et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustements en numéraire) conformément aux dispositions légales, réglementaires ou le cas échéant, contractuelles applicables ;
- en cas d'émission de titres de créance, le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions nouvelles de la Société ;
- prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation, ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et, plus généralement, faire tout le nécessaire pour la présente résolution.

L'Assemblée Générale décide que le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.



L'Assemblée Générale prend acte du fait que si le Conseil d'Administration venait à utiliser la présente délégation de compétence, il devra en rendre compte à l'Assemblée Générale suivante, conformément à la loi et à la réglementation.

L'Assemblée Générale fixe à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale la durée de la présente délégation de compétence et prend acte que cette dernière prive d'effet à compter de ce jour, à hauteur de la partie non encore utilisée, la délégation de compétence ayant le même objet, consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 15 décembre 2023 dans sa 16<sup>e</sup> résolution.

**Seizième résolution (DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'EFFET D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL PAR INCORPORATION DE PRIMES, RÉSERVES, BÉNÉFICES OU AUTRES SOMMES DONT LA CAPITALISATION SERAIT ADMISE)**

L'Assemblée Générale, statuant en la forme extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L.225-129-2 à L. 225-129-6, L.225-130, L. 22-10-49 et L. 22-10-50 du Code de commerce :

1. délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence pour décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques et selon les modalités qu'il appréciera, par incorporation successive ou simultanée de tout ou partie des primes, réserves, bénéfices ou autres sommes dont la capitalisation serait légalement et statutairement admise, sous forme d'attribution d'actions nouvelles ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, ou la combinaison de ces deux procédés ;
2. décide que le montant nominal maximal cumulé des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation de compétence est fixé à quatre-vingt-cinq (85) millions d'euros ou sa contre-valeur en toute autre monnaie ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé qu'à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre en supplément, s'il y a lieu, au titre des ajustements à effectuer pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société ;
3. décide en cas d'attribution d'actions nouvelles que (i) les actions qui seront attribuées en vertu de la présente délégation à raison d'actions anciennes bénéficieront du droit de vote double et/ou du droit au dividende majoré dès leur émission et (ii) les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues, étant précisé que les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation applicables.

L'Assemblée Générale, dans les limites et conditions susvisées, donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence et notamment pour :

- arrêter les modalités et conditions des opérations autorisées et, notamment, fixer le montant et la nature des réserves, bénéfices, primes et autres sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal des actions existantes portera effet ;
- à sa seule initiative procéder, le cas échéant, à l'imputation de tout ou partie des frais entraînés par la réalisation de la ou des émissions, sur le ou les postes de primes et de réserves disponibles, notamment celles des sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque émission ;
- déterminer et procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital (y compris par voie d'ajustement en numéraire), conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables ;
- prendre toutes les dispositions utiles, conclure tous accords et effectuer toutes formalités afin d'assurer la bonne fin de la ou des opérations envisagées dont notamment l'émission, la cotation et le service financier des titres émis et généralement, faire tout ce qui sera nécessaire, accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive(s) la ou les augmentations de capital réalisée(s) en vertu de la présente délégation de compétence et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Le Conseil d'Administration ne pourra, sauf autorisation préalable de l'Assemblée Générale, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce, jusqu'à la fin de la période d'offre.

L'Assemblée Générale prend acte du fait que si le Conseil d'Administration venait à utiliser la présente délégation de compétence, il devra en rendre compte à l'Assemblée Générale Ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation.

L'Assemblée Générale fixe à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation de compétence et prend acte que cette dernière prive d'effet à compter de ce jour, pour la durée restant à courir et à hauteur de la partie non encore utilisée, la délégation de compétence ayant le même objet, consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 15 décembre 2023 dans sa 17<sup>e</sup> résolution.

**Dix-septième résolution (AUTORISATION A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET DE PROCÉDER A DES ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS EXISTANTES ET/OU A ÉMETTRE EN FAVEUR DES SALARIÉS ET/OU DES MANDATAIRES SOCIAUX DU GROUPE OU DE CERTAINS D'ENTRE EUX, AVEC RENONCIATION DE PLEIN DROIT DES ACTIONNAIRES A LEUR DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société, au bénéfice des salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à L. 225-197-2 du Code de commerce, ou de certaines catégories d'entre eux ;
2. décide que le Conseil d'Administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions, les conditions d'attribution et le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
3. décide que les attributions d'actions effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront porter que sur un nombre d'actions existantes et/ou à émettre représentant plus de 2,5% du capital social au jour de la décision d'attribution du Conseil d'Administration, sans pouvoir excéder au cours d'un même exercice social 1,5% de ce capital social, compte non tenu des ajustements susceptibles d'être opérés conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
4. décide que les actions existantes et/ou à émettre ainsi attribuées en vertu de cette autorisation pourront bénéficier, dans les conditions prévues par la loi, au Directeur Général de la Société étant précisé que (i) ces actions ne pourront représenter plus de 8% de l'ensemble des actions attribuées gratuitement au cours de chaque exercice social par le Conseil d'Administration (sous réserve des ajustements mentionnés au paragraphe précédent), (ii) l'attribution définitive de la totalité de ces actions devra être conditionnée à l'atteinte d'une condition de présence et, sauf dans le cas d'un recrutement externe pour compenser la perte de rémunération ou d'avantages antérieurs (de manière à refléter la nature, le profil de risque et l'horizon d'acquisition des avantages perdus), de plusieurs conditions de performance que le Conseil d'Administration déterminera et (iii) le Conseil d'Administration fixera la quantité d'actions octroyées gratuitement que le Directeur Général de la Société sera tenu de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions ;
5. décide que l'attribution des actions à leur bénéficiaire deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'Administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à celle prévue par le Code de commerce au jour de la décision du Conseil d'Administration, et que les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée fixée par le Conseil d'Administration, étant précisé que la durée cumulée des périodes d'acquisition et de conservation ne peut être inférieure à celle prévue par le Code de commerce au jour de la décision du Conseil d'Administration. Toutefois, l'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration, dans la mesure où la période d'acquisition pour tout ou partie d'une ou plusieurs attributions serait au minimum de deux (2) ans, à n'imposer aucune période de conservation pour les actions considérées. A toutes fins utiles, il est rappelé que le Conseil d'Administration aura la faculté de déterminer des périodes d'acquisition et de conservation différentes selon les dispositions réglementaires en vigueur dans le pays de résidence des bénéficiaires ;

6. décide que les attributions définitives d'actions existantes et/ou à émettre aux salariés pourront être soumises à l'atteinte d'une condition de présence et d'une ou plusieurs conditions de performance que le Conseil d'Administration déterminera ;
7. décide par ailleurs qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, ou cas équivalent à l'étranger, les actions lui seront attribuées définitivement avant le terme de la période d'acquisition et seront librement cessibles à compter de leur livraison ;
8. prend acte qu'en cas d'attribution gratuite d'actions nouvelles, la présente autorisation emportera, au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires desdites actions à leur droit préférentiel de souscription sur lesdites actions.

L'Assemblée Générale, dans les limites et conditions susvisées, donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation et notamment pour :

- déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions existantes ou à émettre ;
- déterminer l'identité des bénéficiaires, ou de la ou des catégories de bénéficiaires, des attributions d'actions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
- fixer les modalités et conditions des émissions qui seraient réalisées en vertu de la présente autorisation et les dates de jouissance (même rétroactives) des actions nouvelles ;
- déterminer et procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée la préservation des droits des bénéficiaires, conformément aux dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables ;
- constater les dates d'attribution définitives et les dates à partir desquelles les actions pourront être librement cédées, compte tenu des restrictions légales ;
- en cas d'émission d'actions nouvelles, imputer le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission de son choix, les sommes nécessaires à la libération desdites actions et à la dotation de la réserve légale ;
- constater la réalisation des augmentations de capital et modifier les statuts en conséquence ;
- prévoir la faculté de suspendre temporairement les droits à attribution en cas d'opérations financières ; et
- de manière générale, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

L'Assemblée Générale prend acte du fait que si le Conseil d'Administration venait à utiliser la présente autorisation, il devra en rendre compte à l'Assemblée Générale Ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation.

L'Assemblée Générale fixe à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente autorisation et prend acte que cette dernière prive d'effet à compter de ce jour, pour la durée restant à courir et à hauteur de la partie non encore utilisée, l'autorisation ayant le même objet, consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 15 décembre 2023 dans sa 18<sup>e</sup> résolution.

**Dix-huitième résolution (DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE A DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'EFFET D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL - AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION DES ACTIONNAIRES - PAR ÉMISSIONS RÉSERVÉES AUX SALARIÉS ADHÉRENTS DE PLANS D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE, D' ACTIONS ORDINAIRES ET/OU D'AUTRES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL, IMMÉDIATEMENT OU À TERME)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants, L.22-10-49 et suivants et L.225-138-1 du Code de commerce, et d'autre part, à celles des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail :

1. délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence pour décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail, en France ou à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en euros ou en toute autre devise ou unité de compte établie par référence à plusieurs monnaies, avec ou sans prime, à titre onéreux ou gratuit, sur ses seules délibérations, par émissions d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, accès au capital de la Société, réservées aux adhérents d'un ou plusieurs Plans d'Épargne d'Entreprise (ou tout autre plan aux adhérents duquel les articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ou toute autre loi ou réglementation analogue permettent de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein du Groupe constitué par la Société et les entreprises,

françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes de la Société en application de l'article L. 3344-1 du Code du travail ;

2. autorise le Conseil d'Administration dans le cadre de cette ou de ces augmentations de capital, à attribuer gratuitement des actions nouvelles ou des valeurs mobilières donnant accès au capital à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions nouvelles ou valeurs mobilières donnant accès au capital à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital à émettre ou déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de la décote et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables aux termes des articles L. 3332-21 et suivants du Code du travail ;
3. décide, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée Générale de la 15<sup>e</sup> résolution, que le nombre total d'actions nouvelles susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, y compris celles résultant des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital éventuellement attribuées en substitution totale ou partielle de la décote dans les conditions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, ne pourra excéder 1,5% du capital social de la Société au jour de la décision du Conseil d'Administration. Le montant des émissions réalisées en application de la présente délégation s'imputera sur le plafond global de quatre-vingt-cinq (85) millions d'euros prévu à la 15<sup>e</sup> résolution (sous réserve de son adoption par la présente Assemblée Générale) ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution ultérieure pendant la durée de validité de la présente délégation, et à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire d'actions à émettre pour préserver, conformément aux dispositions légales et réglementaires et éventuellement, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
4. décide que le prix d'émission des actions nouvelles ou valeurs mobilières donnant accès au capital susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, sera déterminé dans les conditions prévues à l'article L. 3332-19 et suivants du Code du travail et sera au moins égal à 80% de la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur Euronext Paris lors des 20 séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription par les adhérents à un Plan d'Épargne d'Entreprise (ou un plan assimilé), étant précisé que le Conseil d'Administration, s'il le juge opportun, pourra réduire ou supprimer la décote susmentionnée, dans les limites légales et réglementaires, afin de tenir compte, notamment, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement ;
5. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des bénéficiaires ci-dessus, aux actions et valeurs mobilières à émettre aux termes de la présente délégation, y compris celles attribuées gratuitement le cas échéant, ainsi qu'aux titres auxquels donneront droit lesdites valeurs mobilières ;
6. autorise le Conseil d'Administration, dans les conditions de la présente délégation, à procéder à des cessions d'actions aux bénéficiaires ci-dessus indiqués telles que prévues par l'article L. 3332-24 du Code du travail, étant précisé que les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à un ou plusieurs Plans d'Épargne Salariale visés à la présente résolution, s'imputeront à concurrence du montant nominal des actions ainsi cédées sur le montant des plafonds visés au paragraphe 3 ci-dessus.

L'Assemblée Générale, dans les limites et conditions susvisées, donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation de compétence et notamment pour :

- arrêter dans les conditions légales, la liste des sociétés dont les bénéficiaires ci-dessus indiqués pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi émises et bénéficier, le cas échéant, des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société attribuées gratuitement ;
- décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérents à un Plan d'Épargne d'Entreprise ou de groupe (ou plan assimilé) ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables ;
- fixer les modalités et conditions des opérations, fixer le prix d'émission ou la décote et arrêter les dates et modalités des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation, fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, les dates de jouissance, même rétroactives, les modalités de libération des actions, consentir des délais pour la libération des actions, demander l'admission en Bourse des actions créées partout où il avisera ;
- à sa seule initiative, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission de son choix, les sommes nécessaires à la libération desdites actions et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital ;

- constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites, accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations de capital, y compris la modification corrélative des statuts, et
- de manière générale, faire tout ce qui sera utile et nécessaire à la mise en œuvre de la présente résolution.

L'Assemblée Générale prend acte du fait que si le Conseil d'Administration venait à utiliser la présente délégation de compétence, il devra en rendre compte à l'Assemblée Générale Ordinaire suivante, conformément à la loi et à la réglementation.

L'Assemblée Générale fixe à vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale, la durée de validité de la présente délégation de compétence et prend acte que cette dernière prive d'effet à compter de ce jour, la délégation ayant le même objet, consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 15 décembre 2023 dans sa 19<sup>e</sup> résolution.

#### **Dix-neuvième résolution (AUTORISATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'EFFET DE RÉDUIRE LE CAPITAL SOCIAL PAR ANNULATION D' ACTIONS AUTO-DÉTENUES)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de commerce, autorise le Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation, à réduire le capital social par l'annulation, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, de tout ou partie des actions que la Société détient ou qu'elle pourrait acquérir dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires en application de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, dans la limite de 10% du nombre total d'actions composant le capital social à la date de la présente Assemblée Générale (soit, à titre indicatif, au 31 août 2025, un nombre maximal de 14 745 488 actions) et, par périodes de vingt-quatre (24) mois, étant rappelé que cette limite de 10% s'applique à un nombre d'actions ajusté, le cas échéant, en fonction des opérations pouvant affecter le capital social postérieurement à la présente Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour arrêter les modalités d'annulation des actions, procéder aux dites opérations d'annulation et de réduction du capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation, constater leur réalisation, imputer la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles y compris sur la réserve légale, procéder à la modification corrélative des statuts, effectuer toutes déclarations et remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile et nécessaire à la mise en œuvre de la présente résolution.

L'Assemblée Générale prend acte que la présente autorisation est consentie pour une période de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale et prive d'effet à compter de ce jour, à hauteur de la partie non encore utilisée, l'autorisation ayant le même objet consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 17 décembre 2024 dans sa 14<sup>e</sup> résolution.

#### **A TITRE ORDINAIRE :**

##### **Vingtième résolution (POUVOIRS EN VUE DES FORMALITÉS)**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée Générale pour accomplir toutes les formalités de dépôt et de publication prévues par la loi.

-----

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut participer à cette Assemblée, soit en y assistant personnellement, soit en votant par correspondance, en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée ou en s'y faisant représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, seront admis à participer à l'Assemblée les actionnaires qui auront justifié de leur qualité par l'inscription en compte des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte (« établissement teneur de compte ») au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée, soit le vendredi 12 décembre 2025 à zéro heure (heure de Paris).

Sodexo propose deux moyens pour participer et voter à l'Assemblée Générale :

- par courrier à l'aide du formulaire unique (papier) de vote par correspondance ou par procuration (« formulaire de vote ») qui sera envoyé à chaque actionnaire au nominatif et que les actionnaires au porteur pourront obtenir auprès de leur établissement teneur de compte, ou

- par Internet via la plateforme VOTACCESS qui sera ouverte à partir du vendredi 28 novembre 2025 à 10 heures jusqu'au lundi 15 décembre 2025 à 15 heures (heure de Paris). Il est toutefois recommandé aux actionnaires de ne pas attendre cette date limite pour se connecter au site et saisir leurs instructions.

## **1. Pour assister personnellement à l'Assemblée Générale :**

### **1.1. Demande de carte d'admission avec le formulaire papier**

**Si vos actions sont au nominatif**, demandez votre carte d'admission en retournant le formulaire de vote dûment rempli et signé à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation reçue par courrier postal.

**Si vos actions sont au porteur**, demandez à votre établissement teneur de compte qu'une carte d'admission vous soit adressée.

**En aucun cas les demandes de carte d'admission ne doivent être transmises directement à Sodexo.**

### **1.2. Demande de carte d'admission par Internet**

**Si vos actions sont au nominatif (pur ou administré)**, demandez votre carte d'admission sur VOTACCESS en vous connectant avec vos identifiants habituels via le site Sharinbox : [www.sharinbox.societegenerale.com](http://www.sharinbox.societegenerale.com). Une fois connecté(e), suivez les indications à l'écran afin d'accéder à VOTACCESS et demander votre carte d'admission.

**Si vos actions sont au porteur**, renseignez-vous auprès de votre établissement teneur de compte pour savoir s'il est adhérent à VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières. Si votre établissement teneur de compte est adhérent à VOTACCESS, identifiez-vous sur le portail Internet de votre établissement avec vos codes d'accès habituels. Cliquez ensuite sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à vos actions Sodexo et suivez les indications à l'écran afin d'accéder à VOTACCESS et demander votre carte d'admission.

Si vos actions sont au porteur et que vous n'avez pas reçu votre carte d'admission le lundi 15 décembre 2025, vous devrez demander à votre établissement teneur de compte de vous délivrer une attestation de participation qui vous permettra de justifier de votre qualité d'actionnaire au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée pour être admis à l'Assemblée, soit le vendredi 12 décembre 2025 à zéro heure (heure de Paris).

## **2. Pour voter par correspondance, donner pouvoir au Président de l'Assemblée ou être représenté(e) à l'Assemblée Générale :**

### **2.1. Avec le formulaire papier**

**Si vos actions sont au nominatif**, renvoyez le formulaire de vote dûment rempli et signé à l'aide de l'enveloppe réponse prépayée jointe à la convocation reçue par courrier postal.

**Si vos actions sont au porteur**, demandez le formulaire de vote auprès de votre établissement teneur de compte, à compter de la date de convocation de l'Assemblée. Une fois complété, ce formulaire de vote sera à retourner à votre établissement teneur de compte qui l'accompagnera d'une attestation de participation et l'adressera à Société Générale Securities Services.

Afin que votre formulaire de vote dûment rempli et signé (et, le cas échéant, votre désignation ou révocation de mandataire) soit valablement pris en compte, **il devra être envoyé à votre teneur de compte suffisamment en amont pour être reçu par la Société Générale au plus tard trois jours avant la réunion de l'Assemblée, soit au plus tard le vendredi 12 décembre 2025 à 23 heures 59 (heure de Paris).**

**En aucun cas les formulaires de vote papier ne doivent être retournés directement à Sodexo.**

### **2.2. Par Internet**

**Si vos actions sont au nominatif (pur ou administré)**, accédez directement à VOTACCESS en vous connectant avec vos identifiants habituels via le site Sharinbox : [www.sharinbox.societegenerale.com](http://www.sharinbox.societegenerale.com).

Une fois connecté(e), vous accédez à VOTACCESS en cliquant sur « Répondre » dans l'encart « Assemblées Générales » puis cliquez sur « Participer ». Vous pourrez alors voter, désigner ou révoquer un mandataire en suivant les instructions affichées à l'écran.

**Si vos actions sont au porteur**, renseignez-vous auprès de votre établissement teneur de compte pour savoir s'il est adhérent à VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

- Si votre établissement teneur de compte est adhérent à VOTACCESS, identifiez-vous sur le portail Internet de votre établissement avec vos codes d'accès habituels. Cliquez ensuite sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à vos actions Sodexo et suivez les indications à l'écran afin d'accéder à VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire jusqu'au lundi 15 décembre 2025 à 15 heures (heure de Paris).
- Si votre établissement teneur de compte n'est pas adhérent à VOTACCESS, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être effectuée par voie électronique en envoyant un courrier électronique à l'adresse suivante : [mandataireAG.group@sodexo.com](mailto:mandataireAG.group@sodexo.com). Ce courrier électronique devra impérativement contenir les informations suivantes : le nom de la société concernée, la date de l'assemblée, vos nom, prénom, adresse, références bancaires ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire que vous souhaitez désigner. Vous devrez impérativement demander à votre établissement teneur de compte d'envoyer une confirmation écrite de votre demande à Société Générale Securities Services.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à cette adresse électronique, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être ni prise en compte ni traitée.

Afin que les désignations ou révocations de mandat exprimées par courrier électronique à l'adresse [mandataireAG.group@sodexo.com](mailto:mandataireAG.group@sodexo.com) puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard trois jours avant la réunion de l'Assemblée, soit le vendredi 12 décembre 2025 à 23 heures 59 (heure de Paris).

Il est rappelé que, conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, tout actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale mais il peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions. Cependant si le transfert de propriété intervient avant le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, (heure de Paris), la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. Aucun transfert de propriété réalisé après le deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, (heure de Paris), quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifié par l'établissement teneur de compte mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier ou pris en considération par la Société nonobstant toute convention contraire.

### **3. Demande d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour**

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R. 225-71 du Code de commerce doivent être envoyées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au siège social de la Société (SODEXO – Direction Juridique Groupe – « AG 16 décembre 2025 » – 255, quai de la Bataille de Stalingrad – 92130 Issy-les-Moulineaux), ou par email à l'adresse électronique suivante : [investor.relations@sodexo.com](mailto:investor.relations@sodexo.com). Conformément à l'article R. 225-73 du Code de commerce, les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour doivent parvenir à la Société au plus tard le vingtième jour après la parution du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, soit au plus tard le jeudi 20 novembre 2025.

Les demandes doivent être motivées et accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. L'examen des points ou des projets de résolutions est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'inscription en compte des titres au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le vendredi 12 décembre 2025 à zéro heure (heure de Paris).

### **4. Dépôt de questions écrites**

Tout actionnaire a la faculté d'adresser des questions écrites à compter de la date de convocation de l'Assemblée. Ces questions doivent être envoyées au siège social de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'attention de la Présidente du Conseil d'Administration de la Société (SODEXO – « AG 16 décembre 2025 » – 255 quai de la Bataille de Stalingrad – 92130 Issy-les-Moulineaux) ou par email à l'adresse électronique suivante : [investor.relations@sodexo.com](mailto:investor.relations@sodexo.com). Cet envoi doit être effectué au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit au plus tard le mercredi 10 décembre 2025.

Pour être prises en compte, ces questions doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. La réponse à une question écrite sera réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figurera sur le site Internet de la Société, dans une rubrique consacrée aux questions-réponses. Une réponse commune pourra être apportée aux questions écrites dès lors qu'elles présenteront le même contenu.

**5. Droit de communication des actionnaires**

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de cette Assemblée seront disponibles, au siège social de la Société, dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires applicables.

Les documents et informations prévus à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce pourront être consultés sur le site de la Société : [www.sodexo.com/fr/home/finance/shareholders/shareholders-meetings.html](http://www.sodexo.com/fr/home/finance/shareholders/shareholders-meetings.html) à compter du 21<sup>e</sup> jour précédant l'Assemblée, soit à compter du mardi 25 novembre 2025.

Le Conseil d'Administration.